

# La Turquie, élève douée pour une future adhésion

lundi 20 septembre 2010, par [Alain Frachon](#)

**Cheveux blonds en chute contrôlée sur les épaules, maquillage discret, tailleur blanc élégant, sourire à réveiller Mustafa Kemal Pacha Atatürk (1881-1938), le fondateur de la Turquie moderne, dont l'austère portrait trône au-dessus d'elle, Aysé Sezgin est une fort jolie jeune femme. Dans le gouvernement islamo-conservateur que dirige Recep Tayyip Erdogan, le chef du Parti de la justice et du développement (AKP), elle est secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Sa seule personne est une manière de démenti à tous ceux qui soupçonnent ce parti de conduire doucement la Turquie sur le chemin de l'islamisme - ou alors, c'est l'islamisme tendance Ralph Lauren qui menace le pays ! C'est d'ailleurs ce qu'elle dit à sa façon, Aysé Sezgin, en commentant lundi 13 septembre à Ankara, dans un anglais parfait, les résultats du référendum de la veille.**

« Un pas de plus vers l'Europe » - tout le contraire d'une marche cachée vers l'islam radical. En votant à 58 % pour le oui, les Turcs ont voté pour l'Europe au référendum de ce dimanche 12 septembre, assure-t-elle. Ils ont voté, certes, pour une série d'amendements constitutionnels qui garantissent une vie politique plus démocratique : davantage de libertés publiques, notamment. Ils ont plébiscité l'homme qui a pris l'initiative de ce scrutin, M. Erdogan, et empoche son sixième succès électoral d'affilée depuis son arrivée au pouvoir, en 2002. Mais, en se prononçant pour une profonde libéralisation de leur régime politique, les Turcs ont aussi fait ce que leur demande l'Union européenne (UE). Ils mettent leur droit en conformité avec les critères dits de Copenhague, ceux que doivent remplir les pays qui, comme la Turquie depuis 2005, sont en négociation avec Bruxelles pour devenir membres à part entière de l'UE.

« Nous le faisons pour nous, mais aussi parce que c'est la poursuite de l'eupéanisation de la Turquie », plaide M<sup>me</sup> Sezgin devant un groupe de journalistes invités à Ankara par le gouvernement turc. Sans mentionner nommément l'Allemagne et la France, elle poursuit : « Nous savons les réticences de certains dirigeants (c'est le cas d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy) à notre entrée dans l'Europe, mais ne doutez pas que cela reste notre objectif, ne doutez pas un instant que cette adhésion est la perspective stratégique prioritaire de la Turquie. »

C'est une affaire politique, dit-elle : la Turquie n'est pas intéressée par « les fonds structurels », ces subventions que l'Union accorde aux régions les plus pauvres de ses membres ; la Turquie veut être membre d'« un club dont elle partage les valeurs et le destin » - et au moins une partie de l'aire géographique. L'esprit européen soufflerait-il plus ardemment à Ankara que partout ailleurs dans l'Union ? En Turquie, la coalition des pro-européens est forte : l'AKP d'abord, parce que l'Europe, c'est la modernité, que le parti d'Erdogan entend bien incarner ; une bonne partie des laïques, parce que l'appartenance à l'Union empêcherait toute dérive islamiste ; les Kurdes enfin, parce qu'ils en espèrent plus d'autonomie. Les 58 % de dimanche vont au-delà des 40 % que pèse l'AKP dans l'électorat.

La Turquie a un excellent dossier. Liée à l'UE par une union douanière, son économie est déjà largement intégrée à celle de l'Europe, avec laquelle les Turcs réalisent 50 % de leur commerce extérieur ; ils assurent remplir, en matière de régulation économique, près d'un tiers de ce qu'on appelle, en patagon eurocrate, « l'acquis communautaire » (les normes et règles de l'UE). Pour parler cru, les Turcs ont, ces dix dernières années, plus participé au développement de l'Europe que la plupart des nouveaux impétrants - et l'on ne veut aucun mal ni à l'Albanie ni à la Bosnie, encore moins à la Serbie ou à la Macédoine, nos prochains camarades dans le club européen.

Sous le sultanat d'Erdogan, la Turquie mène une diplomatie de puissance globale émergente, active au Proche-Orient, en Asie centrale, au Caucase, dans les Balkans. Rien à dire de la part d'un pays de 71 millions d'habitants qui est la 17<sup>e</sup> économie mondiale. Sinon qu'on peut se demander si ladite diplomatie n'est pas, au Proche-Orient au moins, en contradiction avec les objectifs de l'Union (et de l'OTAN). Dialogue avec la branche islamiste du mouvement national palestinien, le Hamas, que l'UE boycotte ; relations de plus en plus étroites avec la République islamique d'Iran ; refus, et non simple abstention, d'Ankara de voter avec l'Europe des sanctions contre Téhéran, etc.

A cela, les Turcs - pas toujours convaincants - répondent que, si leurs moyens sont différents, leurs objectifs sont, eux, les mêmes que ceux de l'UE. Ils ne parlent au Hamas que pour favoriser un rapprochement avec le Fatah. Leur relation avec l'Iran est ambiguë, mélange de collaboration et de rivalité. La Turquie est le dernier pays à souhaiter un Iran nucléaire à ses frontières, qui la placerait devant un choix impossible : devoir se doter à son tour de l'arme atomique. Champion de l'islam sunnite, le démocrate Erdogan vole à l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad, porte-parole de l'islam chiite, le statut de héros des opinions arabes. Au Proche-Orient, les Turcs savent que leur influence, leur soft power, n'est pas due au fait que le pays est dirigé par un parti islamo-conservateur. Le pays rayonne parce qu'il est trois choses à la fois : musulman, de plus en plus démocratique et « moderne » - ce dernier terme voulant dire « occidentalisé » (les télévisions arabes diffusent les feuilletons turcs parce que les filles y sont en jeans ou en minijupe).

Cette synthèse complexe, Erdogan l'incarne. L'opposition le soupçonne de tendances autoritaires, de vouloir présidentialiser le régime, d'entretenir un culte de la personnalité inquiétant. Elle a du mal à contester son bilan : le dossier de l'adhésion de la Turquie à l'Europe est chaque jour plus solide.

Courriel : [frachon@lemonde.fr](mailto:frachon@lemonde.fr).

---

## Sources

Source : Le Monde du 16 septembre 2010